

SCAM - Service contrôle des activités maritimes

Contrôle des pêches maritimes : 2 plans régionaux de contrôle Bretagne et Pays de la Loire

- Pilotage et coordination (objectifs par administrations selon segment de flotte, définis par une analyse de risque)
- Contrôle « de la mer à l'assiette », objectifs annuels, 10 administrations concourantes (300 à 400 agents)
- Suivi du plan d'action cétacés
- Sanctions pénales et administratives

2025 621 contrôles en mer
57 contrôles aériens
870 contrôles au débarquement

Environnement marin : *plan interrégional de contrôle et de surveillance*

- Pilotage et coordination : réglementation environnementale
- Opérations interservices annuelles, en lien avec les administrations départementales, dont les agents sont commissionnés 'inspecteurs de l'environnement'
- Objectifs annuels, 7 administrations concourantes

2025 2 944 missions de surveillance
(mouillage, circulation sur le DPM, etc.)



© Sandrine Ruitton, MIO

Tribunal maritime de Brest

- Recrutement quinquenal et formation de 8 assesseurs
- Organisation de la juridiction pénale, 3 audiences/an
- Expertise des affaires à juger : 85 avis au parquet/an (moyenne de 2022 à 2025)



2025 37 sanctions administratives suite à des infractions aux règles
encadrant la pêche maritime professionnelle



© DIRM NAMO

SCAM				
Unité de coordination des missions de police, animation et pilotage des services de contrôle	Chargé de mission sanctions administratives, contentieux et tribunal maritime	Chargée de mission plan d'action cétacés	Pilotage technique, budgétaire et RH des moyens nautiques de la DIRM	Patrouilleur des affaires maritimes THÉMIS

